



SOLIDAIRE, ÉCOLOGIQUE, DÉMOCRATIQUE



ELECTIONS MUNICIPALES - MARS 2008

Projet pour un Autre Paris

A vous qui lirez ces lignes

Editorial

Les lignes qui vont suivre sont la contribution des communistes au projet de toute la gauche aux élections municipales. Les 9 et 16 mars prochains, les Parisiennes et les Parisiens seront à l'heure des choix. Soit ils permettent à Nicolas Sarkozy de faire avaler sa potion libérale aux habitants de notre ville. Soit ils décident de faire de la capitale de la France un pôle de résistance à la droite.

Parce qu'ils veulent la victoire de la gauche, les communistes se battent pour le rassemblement. Parce qu'ils savent qu'ils ont une voix originale à porter dans ce débat, ils et elles défendront leurs idées, leurs combats pour Paris.

Oui, les communistes ont leur mot à dire sur Paris. Ils ont leur mot à dire parce que leur combat pour l'émancipation est aussi celui de notre ville. Parce que la grande ville est par son essence même un lieu d'échange, de contact et d'innovation, le vent des rebellions est souvent parti de là. Paris, c'est la ville des grandes révoltes et des grands chambardements. C'est cette ville dont le tempérament frondeur remonte aux tréfonds de son histoire. Paris, c'est le sang, la sueur et les larmes des révolutionnaires de 1789 qui osèrent prendre la Bastille. Paris, c'est la fougue et la créativité des communards qui revendiquaient – déjà ! – le blocage des loyers. Paris, c'est les cafés de Montparnasse au début du XX siècle où Apollinaire, Picasso et Zadkine brisaient la ganache des conventions et expérimentaient les chemins d'un

art nouveau. Paris, ce sont ces « salopards en casquette » que dénonçait la droite réactionnaire en 1936. ; c'est Guy Môquet et son père Prosper, député du 17e. Paris, ce sont les barricades de mai 68 et son irrésistible souffle de liberté. Depuis toujours, Paris est le lieu d'un affrontement. Lieu du choc, nœud de contradictions, Paris l'est encore aujourd'hui. Paris, c'est la Bourse et ses millions qui circulent à une vitesse vertigineuse. Et c'est, à quelques mètres de là, la Rue de la Banque et ses mal-logés. Paris, c'est le règne des multiplex et de la culture mercantile. Et c'est aussi ces salles de cinéma indépendantes, ces artistes qui se lèvent pour faire sortir la culture des griffes de la finance. Paris, c'est l'individualisme exacerbé et c'est aussi ces milliers d'hommes et de femmes investis dans les associations de quartier qui font vivre la solidarité au quotidien. Logiques d'aliénation, logiques d'émancipation. Paris est aux prises avec cette contradiction. Le projet d'un « Paris pour tous » que portent les communistes n'est donc pas né du hasard. Il s'appuie sur le meilleur de Paris, sur son histoire, sur son présent. Il s'appuie sur la conviction que l'avenir de Paris passe par le partage et la mise en commun.

Ian Brossat,
Porte-parole du PCF - Paris
aux élections municipales de 2008

L'apport communiste : une modernité radicale

Les élus communistes parisiens sont très présents auprès de ceux qui refusent les injustices, luttent, résistent, cherchent de nouvelles solidarités, dans la ville, le pays, le monde. Ils sont partie prenante des luttes pour le droit véritable au logement, des mal logés à ceux qui résistent à la vente à la découpe. Ils sont dans les combats des travailleurs précaires et de ceux des services publics, des sans papiers, dans les forums sociaux ... Ils échangent beaucoup avec des professionnels de la ville, des universitaires et chercheurs.

Depuis 2001 les élus communistes ont pris toute leur place dans la gestion de la capitale, au sein de l'équipe animée par Bertrand Delanoë. Des engagements forts avaient été pris envers les Parisiens, ils ont été tenus.

Conseillers d'arrondissement, conseillers de Paris ou bien adjoints au maire de Paris, ils ont su, avec beaucoup d'autonomie, faire avancer ce qui leur paraissait prioritaire. Une contribution peut être peu médiatique mais qui compte. Déterminée pour les quartiers populaires, le droit à la santé, la place des jeunes dans la ville ou la coopération Paris Banlieue.

Il en est ainsi pour augmenter le nombre de logements sociaux ou les budgets pour l'achat d'immeubles. Il en est ainsi pour la défense et le développement des services publics, et notamment le service public municipal. Bref de la lutte contre l'exclusion au développement des bibliothèques,

en passant par les transports publics ou le soutien à l'économie solidaire, les élus communistes ont été sur tous les terrains, avec parfois des échecs et des désaccords avec nos partenaires, mais aussi bien souvent avec des succès réels qui ont fait progresser la politique municipale.

Lors de la discussion du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) notre objectif a été retenu du maintien de la population parisienne dans son nombre et sa diversité, tout en augmentant les espaces verts et la surface réservée à l'emploi. Cela a entraîné un débat public sur la forme de la ville dans lequel les élus communistes ont défendu une leur vision moderne de la ville durable.

On peut dire aujourd'hui que le résultat positif de la politique parisienne n'aurait pas été la même si nous en avions été absents.

Toute cette richesse d'échanges, de rencontres, de débats, d'expériences a nourri la vision que les communistes portent de la ville : un Paris métropole, démocratique, écologique, solidaire. Un Paris qui donne la priorité à la lutte contre l'exclusion, la précarité. Et la conviction que loin d'être un argument de campagne la solidarité effective Paris banlieue est une exigence, répondant aux besoins des parisiens.

Pierre Mansat
Chargé du projet pour le PCF - Paris
Adjoint au maire de Paris

Préambule

Paris pour toute-s

solidaire, écologique,

démocratique

Préambule

Paris est une ville exceptionnelle. La trace des siècles, la créativité économique et culturelle, les richesses produites, une certaine façon d'être une métropole et une ville populaire, une image urbaine qui s'est façonnée tout au long de son histoire constituent un patrimoine incomparable.

Paris subit de plein fouet les conséquences de tendances lourdes. En premier lieu, le prix du foncier, de l'immobilier, des loyers qui continue de renvoyer la population – des plus modestes aux cadres – à la périphérie, et qui réserve le cœur de la ville aux plus nantis ou pire à la spéculation et ses logements vides. La centrifugeuse sociale fonctionne à plein, bien que Paris connaisse, depuis 2001, sa première expérience municipale de gauche. Cette expérience est une vraie rupture qui a donné la priorité à la démocratie, à l'écologie et à la solidarité : transports collectifs, logement social, petite enfance, liens avec la banlieue, services publics. Sur la scène internationale, Paris a retrouvé sa place parmi les grandes cités démocratiques. La gauche unie - conduite par Bertrand Delanoë - a marqué sa différence. Après des années

d'une gestion de droite, Paris avait accumulé des retards lourds en matière d'équipements publics et affaibli son rayonnement international. En rejetant le Paris populaire, la droite l'avait désincarné.

Au cours de la prochaine mandature, un cap devra être franchi à la hauteur des enjeux actuels et surtout futurs. Il faut enrayer les engrenages de la loi du profit et affirmer le droit de vivre et d'habiter dans la capitale. Le destin des grandes métropoles au bal de la mondialisation n'est pas irrésistiblement à la fracture sociale, économique et urbaine. L'avenir est à la ville vivante, à la ville du partage et de la solidarité, à la ville résolument écologique. L'avenir est à Paris-Métropole. Lutter contre la spéculation immobilière et construire des logements, réduire la production de gaz à effet de serre, construire les équipements publics, s'engager encore plus résolument pour le service public, mettre en œuvre une démocratie moderne et participative. Autant d'enjeux pour un Paris moderne.

La ville que nous voulons

Qu'est-ce que la ville, sinon le rassemblement de la diversité et la mise en commun en un même espace ? Diversité de populations et de fonctions (logement, activités économiques, commerces, services publics, loisirs, espaces publics...) qui provoque rencontres, échanges, convergences, confrontations. Bref, du mouvement créatif qui s'exprime à travers le cosmopolitisme, le dynamisme économique, la recherche et l'innovation, la création artistique.

Se poser cette question, c'est à la fois interroger notre façon d'occuper la ville et notre façon de la vivre ensemble.

→ La ville intensément vivante

Les conceptions s'affrontent sur ce que doit être la ville : densité, diversité, espace public, modes de déplacements, dans un contexte d'urgence écologique. Au contraire de ceux qui rêvent d'un Paris-musée réservé à quelques « happy few », nous affirmons clairement le choix d'un cœur de métropole compact, économiquement actif, socialement divers, accueillant pour les familles et solidaire de toute l'agglomération.

La ville intense est efficace aujourd'hui et pour demain. Elle améliore la qualité de vie de chacun, elle limite l'empreinte écologique, l'impact des activités humaines sur l'environnement. La ville compacte préserve la cohésion sociale, favorise l'échange, la créativité et l'innovation de toute sorte (technologique, scientifique, artistique, sociale).

C'est ce choix qui doit prédominer dans les espaces à aménager, notamment aux portes de Paris, pour y faire émerger une réelle qualité de vie. Tout en préservant des espaces libres, il s'agit de construire mixte : logements, commerces de proximité, hôtels d'entreprises, cinémas, équipements, jardins publics, etc. Tous ces éléments qui font la qualité spécifique de la vie parisienne ne sont possibles que dans un environnement dense qui participe de l'identité de Paris. Paris, n'est pas un village !

Et Paris est une ville ouverte au monde : première destination touristique du monde et riche de son multiculturalisme, Paris-Métropole, ville-monde, doit être ville de l'ailleurs et ville d'accueil.

→ Paris-Banlieue : un PACS pour la vie !

Vu d'ici comme de l'étranger, Paris c'est Paris « grand angle », les spectateurs du stade de France à Saint-Denis, les touristes à Marne la Vallée, les scientifiques à Orsay-Saclay, les salariés de La Défense, les jeunes de banlieue se retrouvant aux Halles, vivent Paris-Métropole. Il existe un bassin de vie au cœur de la région qui outrepassse les frontières administratives avec ses 300.000 Parisiens qui chaque jour vont travailler en banlieue et 900.000 Franciliens qui viennent à Paris. On habite dans une commune, on travaille dans une autre, on fait ses courses dans une troisième, on fréquente un théâtre et on rend visite à la famille encore ailleurs...

Les liens existants entre ces territoires montrent qu'il est temps de donner corps « commun » qui unit Paris et le reste du cœur d'agglomération. Le développement de l'agglomération ne doit pas se faire dans un rapport de domination de Paris sur les autres villes qui structurent la métropole et participent à sa dynamique. A contrario, on ne peut nier que le rayonnement de la capitale est un moteur régional, national, européen incomparable. Son aura sert les valeurs de liberté, d'égalité de fraternité auxquelles elle est identifiée. Ni domination, ni effacement, à l'opposé de la concurrence, la métropole appelle le partage et le respect. Paris-Métropole doit trouver sa cohérence par la conquête d'une démocratie d'agglomération pour coordonner les poli-

tiques publiques, répondre plus activement aux besoins de déplacements, de logements, d'emplois, d'écologie, en dépassant les clivages territoriaux classiques. Faut de quoi les interventions publiques perdront de leur pertinence face aux pratiques urbaines réelles de nos concitoyens, et aussi face à la loi du marché, aux grands groupes qui, eux, mettent en œuvre leur décisions et actions à l'échelle métropolitaine.

Pour cela des péréquations de moyens sont indispensables. Des politiques communes doivent être construites ensemble. Il s'agit d'imaginer de nouvelles coopérations entre les collectivités de l'agglomération pour mutualiser les richesses, les savoir-faire et les pouvoirs. Et de prendre résolument le parti de développer la recherche, l'emploi et la mobilité au Nord Est et à l'Est francilien.

Nous faisons le choix d'une démocratie d'agglomération pour s'inscrire dans une intercommunalité de projets en trouvant une forme politique ouverte permettant de les conduire. Déjà la Conférence Métropolitaine – lieu d'échanges et de dialogue – est composée des maires de la métropole. Elle est la reconnaissance de la diversité, de l'égalité. Elle est l'expression d'une nouvelle culture de dialogue Paris-Banlieues, une première étape solide pour l'avenir. Pour les communistes, unir, ré-unir, « agglomérer » est au cœur du projet.

→ *La ville du partage et de la solidarité*

A l'opposé de la concurrence, la ville appelle « l'en commun », le partenariat et le partage des richesses, des pouvoirs et des savoirs au bénéfice du développement. Paris est la ville de tous, ville d'« usage », il relèverait d'un égoïsme absurde de réserver les richesses exceptionnelles qui font Paris à ses seuls habitants ou aux touristes.

Paris n'échappe pas à la dualisation urbaine et sociale. La fracture entre les arrondissements de l'ouest et du centre et ceux du nord et de l'est reste forte même si la municipalité de gauche a consacré des moyens très importants pour rééquilibrer les territoires et en finir avec la relégation qui prévalait auparavant. On a souvent l'impression qu'il y a deux villes –voire deux mondes– à Paris. Le modèle libéral d'une ville à deux vitesses agissant comme une caisse de résonance des inégalités sociales et des ségrégations urbaines a gagné du terrain. Les sans abri nous interpellent sur les trottoirs parisiens, de plus en plus de familles sont expulsées de leur logement, la précarité est galopante, si les collectivités ne peuvent pas tout, elles peuvent refuser les principes concurrentiels pour ce qui relève de leurs compétences : eau, traitement des déchets, action sociale, petite enfance, environnement scolaire, logement et urbanisme, culture et sports. Prétérer les règles publiques, les entreprises coopératives, s'intéresser à l'économie locale en organisant les

coopérations, employer des personnels statutaires : autant d'évidences à concrétiser. Et inscrites dans une exigence : l'Etat doit assurer sa part.

→ *La ville résolument écologique*

Paris, ville dynamique, active, brillante, par son poids politique et démographique peut jouer un rôle moteur, avec d'autres collectivités, contre la prédominance du marché sur l'aménagement des villes qui consume la planète.

Paris fait d'ores et déjà figure de bonne élève dans la classe des villes écologiques, il faut maintenant ambitionner la première place. Outre le développement des transports non polluants (transports en commun, Vélib', location de voiture électriques...) et du tri sélectif, il faut consacrer des moyens importants à la réhabilitation de l'habitat existant dans la ligne fixée par le Plan Climat, particulièrement les logements sociaux. L'urbanisme et l'architecture doivent prendre la dimension écologique comme un axe prioritaire. Les nouveaux quartiers doivent être autosuffisants en énergie. Il faut développer aussi une éducation populaire à l'écologie famille par famille, quartier par quartier. L'école est un lieu privilégié de l'acquisition de cette culture.

→ ***La ville d'une démocratie active et continue***

Le retard abyssal pris par la droite a été comblé depuis 2001 avec la généralisation des conseils de quartier et la création de nombreuses structures de participation citoyenne. Pour demain, Paris doit être la ville où s'expérimentent des espaces d'expression, de débats, d'initiatives, de co-élaboration élus-citoyens, qui combinent toutes les échelles de territoires (quartier, arrondissement, ville) et de transversalité (urbanisme, social, santé etc.). Il faut créer les outils d'une démocratie active et continue, d'un partage du pouvoir avec les citoyens, qui permette leur participation effective aux décisions, à commencer par les plus importantes. Et pour cela mobiliser les moyens humains et financiers nécessaires à l'appropriation des outils de la participation par toutes les couches de la population parisienne. Nous pensons qu'il est maintenant possible et nécessaire de changer d'échelle, de réaliser ce bond démocratique qui permettra à Paris de bénéficier de l'initiative de chacun de ses habitants et de ses usagers, et à chaque parisien de se sentir partie prenante de l'avenir de la capitale.

Autre Paris
10
idées-phares
pour cet
Autre Paris

1 Créer une démocratie d'agglomération pour un Paris-métropole du partage des richesses, des savoir-faire et des pouvoirs, assurant une vraie solidarité Paris-Banlieue.

2 Viser 30% de logement social et pour cela tendre à un objectif de 10 000 logements par an. Créer les conditions pour un blocage des loyers pour contrer la spéculation immobilière ; en partenariat avec les autres collectivités d'Ile-de-France, se mobiliser pour la relance de la construction (passer de 35 000 à 70 000 nouveaux logements par an en IDFI). Participer à la rénovation du logement public pour son efficacité environnementale.

3 Recréer les 160 000 emplois perdus pendant les décennies de gestion par la droite, de l'emploi diversifié. Développer les services à la personne par l'emploi stable, aider les PME-PMI à trouver des locaux, soutenir la recherche et le tourisme innovant, soutenir l'émergence de nouveaux quartiers d'activités dans le Nord-Est.

4 Créer un réseau de Halles alimentaires du producteur aux consommateurs pour favoriser l'accès à des produits bio, de bonne qualité à prix raisonnable.

5 Participer au financement des projets de métro en banlieue : rocade banlieue-banlieue, (un métrophérique), prolongement de lignes pour mieux relier le cœur d'agglomération et favoriser la mobilité de tous. C'est la condition de la réduction massive et durable des gaz à effet de serre.

16

6 Grand emprunt d'un milliard d'euros pour un programme de rattrapage en matière d'investissements dans de nouveaux équipements publics. Priorité aux crèches avec la construction de 40 crèches collectives, 30 hectares d'espaces verts, 20 bibliothèques médiathèques, 10 gymnases, 10 piscines, 5 patinoires. 8 résidences de personnes âgées.

7 Rompre avec la gestion privatisée de la distribution de l'eau et retour à une gestion 100% publique de l'eau dès 2009

8 Créer un OpéRAP, lieu de création et d'accueil des cultures urbaines et émergentes (slam, hip hop, rap...). Démocratiser l'accès à la culture et assurer l'égalité de tous dans l'accès au numérique. Fournir gratuitement à tous les logements sociaux un accès Internet à très haut débit.

9 Etendre l'expérience de budget participatif du 20e à l'ensemble des arrondissements parisiens et agir pour le droit de vote et d'éligibilité des Parisiens étrangers.

10 Briser la barrière du périphérique grâce à une couronne de projets aux portes de Paris : ouvertures des portes d'Aubervilliers, de Montreuil, de Vincennes, d'Ivry, d'Orléans et de Champperret et des projets urbains-phares aux portes de Bagnolet, de Charenton visant l'excellence écologique et la liberté architecturale.

17

Au cœur du projet

1

Paris - Métropole : une démocratie d'agglomération

Les pratiques des personnes, des entreprises, dessinent un bassin de vie au cœur de l'agglomération, ignorant les frontières administratives. Ce territoire de vie doit innover et répondre à quatre défis: politique, démocratique, d'égalité et de solidarité. La municipalité de gauche de Paris – par sa politique active de dialogue et de coopération avec la banlieue - a permis que se noue un débat de fond sur l'avenir du cœur de la région. La Conférence Métropolitaine – lieu d'échanges et de dialogue composée des maires de la métropole - est la reconnaissance de la diversité, de l'égalité, au contraire d'un «Grand Paris» entendu comme une annexion de la «périphérie» par le centre.

Parce que ce cœur d'agglomération s'est construit dans un rapport de domination, la défiance est grande entre la banlieue et la capitale. Pourtant, le développement de l'une comme de l'autre sera synergique ou ne sera pas.

Les inégalités sont fortes entre le «centre» et la «périphérie», mais aussi à Paris même, et entre les diverses banlieues. Nous avons à choisir entre une métropole où se côtoient pôles d'excellence/cités reléguées, énorme production de richesses / pauvreté et une métropole du partage. Nous devons prendre résolument le parti de développer la recherche, l'emploi et la mobilité au Nord et à l'Est de la métropole. Parce que le rayonnement de la capitale est un moteur régional, national, européen incomparable, Paris

doit garder sa place de premier plan.

Ces réponses convoquent une autre façon de gouverner démocratiquement la métropole. Comment? Et sous quelle forme ? Dépasser les clivages territoriaux classiques, coordonner les politiques publiques afin de répondre plus activement aux besoins de déplacements, de logements, d'emplois, d'écologie, aux enjeux d'une agglomération capitale. C'est ce que nous appelons Paris-Métropole.

2

Gagner la bataille du logement pour tous : à terme diviser par deux le prix des loyers et du m²

A Paris, les loyers explosent. Ils ont doublé en 10 ans. Chaque année, des milliers de salariés sont obligés de quitter la capitale. La spéculation immobilière frappe toujours plus dur. Cette pénurie de logement qui touche le pays tout entier nécessite des mesures d'urgence. La ville doit utiliser tous les leviers dont elle dispose pour inverser la tendance.

PRODUIRE DU LOGEMENT SOCIAL

Le rythme de production des logements sociaux est passé de 3500 à 6000 par an entre 2001 et 2007. La mobilisation des communistes a compté dans ce progrès. Mais pour obtenir un logement social, on doit souvent attendre des années. Il faut maintenant accélérer le rythme des réalisations. Paris devra passer de 15 à 20% de logements sociaux

d'ici à 2014 et viser les 30%. Cela suppose d'en produire 10 000 par an dans les prochaines années (construction, réhabilitation, achat d'immeubles...).

RELEVER LE DÉFI À L'ÉCHELLE DE LA RÉGION

Le problème du logement dépasse les frontières de la capitale. C'est toute l'Ile-de-France qui est confrontée à cette pénurie. Il faudra passer de 35 000 logements (publics et privés) construits en Ile-de-France chaque année à 70 000. Paris doit agir en investissant financièrement en banlieue pour des projets urbains de qualité, dans le cadre de l'EPFIF (Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France) avec les autres départements investis dans cet outil foncier mutualisé.

BLOQUER LES LOYERS

Pour stopper la hausse des loyers du parc locatif privé, des mesures volontaristes s'imposent. A l'échelle de la France, les communistes se battent pour que, dans le domaine de l'immobilier, la puissance publique prédomine sur le marché. Une loi doit être votée pour lutter contre la spéculation, imposer le blocage des loyers et interdire les ventes à la découpe.

L'ensemble de ces mesures doit permettre de **diviser par deux les prix pratiqués actuellement** pour que Paris soit socialement divers, ouvert aux familles et solidaire de la banlieue. La municipalité prendra aussi un arrêté interdisant les expulsions.

3

Pour une nouvelle dynamique économique et sociale : créer des emplois stables à Paris

Paris est l'un des cœurs économiques de l'Europe. Il produit des richesses considérables qui se traduisent trop rarement en créations d'emplois. Le chômage et la précarité touchent des centaines de milliers de Parisiennes et de Parisiens. Les habitants de la capitale doivent avoir droit à un emploi de qualité proche de leur lieu d'habitation. Il faut créer de l'emploi à Paris. Contrairement aux idées reçues, l'emploi perdu dans la capitale ne profite pas à la banlieue. Au contraire, tout affaiblissement de Paris affaiblit l'ensemble de l'agglomération : **Paris est le cœur battant de l'économie métropolitaine.**

La municipalité devra tout faire pour maintenir les emplois menacés, notamment dans le secteur public. Comme employeur, la Ville devra donner l'exemple en faisant le choix de l'emploi stable et en améliorant le dialogue social et les conditions de travail de ses 45 000 employés. Les appels d'offres pour les marchés passés par la ville devront intégrer systématiquement des clauses d'insertion, des conditions de respect des droits sociaux et des exigences environnementales. Pour créer de l'emploi à Paris, la Ville doit favoriser l'implantation des PME-PMI qui ne trouvent pas de locaux et protéger les petits commerces, agir pour développer l'emploi tertiaire, notamment les services à la personne en veil-

lant à la stabilité de ces emplois ; soutenir l'émergence de nouveaux quartiers d'activité dans le Nord Est, accélérer le renouvellement des quartiers centraux d'affaires de la capitale et organiser le développement de la première couronne. La Défense ne peut concentrer à elle seule l'essentiel de ces activités.

LE TOURISME CRÉATEUR D'EMPLOIS

Avec 27 millions de visiteurs par an et un Parisien sur 10 travaillant pour ou grâce au tourisme, Paris est la première destination touristique du monde. Pour que le tourisme soit un vecteur d'innovation économique et sociale et non pas un accélérateur de la marchandisation de la ville, nous proposons des auberges de jeunesse plus nombreuses, le développement de l'hébergement chez l'habitant, des formations innovantes pour les métiers du tourisme et la valorisation du patrimoine naturel et industriel en banlieue, modes de déplacement doux à favoriser (transports collectifs, vélos, bateaux...!).

4

Fruits et légumes : un réseau direct du producteur au consommateur

Pour soutenir le développement d'une agriculture non productiviste, retrouver les goûts et saveurs, la Ville doit favoriser les réseaux de distribution équitables, contestant la domi-

nation des grands groupes. Nous proposons de bâtir un réseau de « Halles alimentaires, direct des producteurs aux consommateurs. Ce réseau travaillera en coopération avec les commerces de proximité et le mouvement pour le commerce équitable. Il permettra de rendre les produits biologiques de qualité accessibles au plus grand nombre grâce à la mise en place d'une société d'économie mixte municipale qui passera des accords directs avec les producteurs.

5

Investir pour des transports de qualité : un impératif écologique

Tramway, couloirs de bus, Vélib, espaces publics piétonniers : Paris a fait depuis 2001 le choix du transport en commun, des circulations douces, et c'est une très bonne chose. Il faut réduire encore la place des véhicules polluants. C'est une condition pour garantir le droit à la mobilité de tous les Parisiens. C'est aussi un enjeu environnemental majeur pour réduire l'émission des gaz à effet de serre dans la capitale.

DE NOUVEAUX MOYENS DE TRANSPORTS À PARIS

L'offre des transports en commun doit être élargie. Au cours de la mandature, il faudra obtenir le prolongement du tramway à l'est et au nord de Paris et l'augmentation de l'offre de bus, de métros, de tramways sur les lignes existantes. Il faudra s'attacher à la qualité de ces transports, leur accessibilité notamment en termes d'horaires, et de tarifs.

Dans le même temps, le succès de Vélib' et son extension en

banlieue montrent qu'il faut poursuivre l'innovation en matière de transport publics individualisés. Nous proposons la création d'un service public de location de voitures électriques visant à une diminution du nombre de voitures individuelles de parisiens.

UN MÉTRO DE BANLIEUE À BANLIEUE

Aujourd'hui, pour se rendre d'une banlieue à une autre, il faut souvent passer par Paris. Conséquence : le réseau parisien est saturé. Il faut que la banlieue bénéficie d'un réseau de transport public aussi dense que Paris : une rocade de métro rapide en banlieue (un métrophérique) et le prolongement de nombreuses lignes de métro sont indispensables. Paris doit investir sur son territoire, mais aussi participer au financement de tous les projets de métro et de tramway qui lui permettront d'être mieux relié à la banlieue et de décongestionner le réseau parisien.

6

Equipements publics : c'est maintenant ou jamais

Les ravages de la spéculation font monter le prix des terrains. Les disponibilités foncières sont de plus en plus rares. Pour que les Parisiens bénéficient dans les prochaines décennies d'un maillage de qualité en équipements, il faudra investir beaucoup et encore accélérer le rythme de leur construction. Pour cela, il ne faut surtout pas hésiter à emprunter. Après il sera trop tard : il n'y aura pratiquement plus d'espace pour construire crèches, bibliothèques, résidences de personnes

âgées, espaces verts, gymnases et piscines dont les Parisiens et les Parisiennes du 21^e siècle auront besoin. C'est maintenant qu'il faut agir.

40 NOUVELLES CRÈCHES

La garde des tout-petits, c'est un casse-tête pour de nombreuses familles. Malgré les 5200 places en crèches créées par la Ville depuis 2001, le problème est loin d'avoir été résolu. Il faut aller vers un service public de la petite enfance. L'ouverture de nouvelles places en crèches est une nécessité pour permettre l'égalité hommes-femmes : trop souvent, faute de trouver une place en crèche, les femmes doivent retarder leur retour à l'emploi. L'accueil de qualité dans une crèche est un apport incontestable pour l'ouverture au monde de tous les enfants, quel que soit leur milieu d'origine. La Ville devra construire 40 nouvelles crèches collectives au cours de la prochaine mandature, dotées de personnels nombreux et qualifiés.

EMPRUNTER 1 MILLIARD D'EUROS

Ne pas investir aujourd'hui serait hypothéquer les possibilités de disposer demain d'un maillage suffisant d'équipements publics. La capacité financière parisienne permet d'emprunter le milliard d'euros nécessaire à la création de 40 crèches collectives, 30 hectares d'espaces verts, 20 bibliothèques médiatiques, 10 gymnases, 10 piscines et 5 patinoires, 8 résidences de personnes âgées et un programme de résidences pour travailleurs migrants. Ces équipements devront être bien répartis dans les quartiers. Les horaires seront adaptés aux rythmes de la vie moderne, à tous les rythmes, pour une ville pratique, facile et agréable à vivre.

7

Pour un service public de l'eau

A Paris, la distribution de l'eau est aujourd'hui aux mains d'entreprises privées, filiales de Suez et de Veolia, qui font des profits sur le dos des usagers. En 2009, les contrats de délégation au privé passés par la droite arrivent à échéance. Il faudra alors revenir à une gestion municipale de l'eau.

Publique, l'eau sera moins chère, comme en témoignent les expériences de retour à une gestion publique dans d'autres villes de France.

Publique, l'eau sera plus sûre : la Ville investira l'argent nécessaire au bon entretien du réseau, dans l'intérêt de la santé des Parisiennes et des Parisiens et pour éviter le gaspillage.

Publique, l'eau sera plus écologique. L'objectif du service public n'est pas de vendre le plus d'eau possible. Il faut organiser une économie de cette ressource naturelle, nécessaire à un développement durable de notre société. Une eau publique sur toute la chaîne, de la production à l'assainissement, c'est le meilleur moyen d'en finir avec le pillage des ressources organisé par le secteur privé.

LE CHOIX DU SERVICE PUBLIC

Pour faire reculer la spéculation, Paris doit se placer aux avant-postes dans le refus des pratiques concurrentielles et faire le choix du service public. Il faut le faire pour le logement, et pour tous les services majeurs offerts par la collectivité. La propreté, le ramassage des ordures ménagères et

les parcs et jardins notamment doivent relever du service public et bénéficier du personnel nécessaire. L'accès à Internet devient un authentique objet d'exclusion sociale. Nous proposons que tous les logements sociaux soient équipés gratuitement d'un accès Internet à haut débit.

La démocratisation des services publics doit être partout recherchée. Le service public municipal doit être un service ouvert au citoyen, qui doit pouvoir participer, simplement dans sa gestion.

8

Faire de Paris la ville de la culture pour tous

De la mode à la poésie, de la chanson à la sculpture, de la littérature à la peinture, la création est une marque de fabrique de Paris. Avec la droite, Paris a laissé Berlin, Milan et Londres occuper le devant de la scène de la création contemporaine. Depuis 2001, des initiatives comme « Nuit blanche » ont donné un nouveau souffle à Paris-Métropole. Il faut maintenant franchir un seuil dans l'engagement public. Cela passe par la création d'ateliers d'artistes au loyer abordables, de nouveaux lieux de rencontre pour les intellectuels... Il est temps de **changer de braquet pour enrainer la culture**, la démocratiser. Il faut mener à grande échelle un travail d'accompagnement des œuvres et des pratiques pour sensibiliser tous les publics : décroiser les institutions, jeter des passerelles entre les profes-

sionnels de la culture et les scolaires. Il faut soutenir les créateurs ainsi que les pratiques amateurs : permettre à ces activités de vivre dans les quartiers est un des vecteurs d'une démocratisation de la culture.

PAUVRETÉ

REFUSER LA FATALITÉ

Au cœur de Paris, le marché, la spéculation font leurs ravages. Croire que la population parisienne est uniformément plus riche qu'ailleurs est un terrible cliché. 300 000 parisiens vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les plus grandes fortunes, les magasins de luxe côtoient des poches de grande pauvreté, une précarité généralisée. Sans parler de l'extrême, qui dérange tant : les tentes des SDF sur les trottoirs parisiens, criant en silence leur détresse. Une municipalité ne peut agir directement sur les causes profondes de ces inégalités, mais elle peut affirmer en actes sa solidarité. Aussi l'action sociale a-t-elle été une priorité de la mandature, avec de très gros efforts budgétaires, des innovations en matière d'allocations, l'ouverture d'équipements. Il y a encore à faire, et à innover, en lien avec les habitants et les associations. La lutte contre l'exclusion sous toutes ses formes doit être un fil rouge pour l'avenir de Paris, pour le droit à la ville pour tous.

CRÉER UN OPERAP

Un OpéRaP permettrait la reconnaissance de l'apport culturel du rap, du hip hop, du slam, de l'ensemble des cultures urbaines. Il pourrait accueillir des troupes en résidence et pourrait être également la première école de danse et de musique de ces cultures émergentes.

VALORISER LA JEUNE CRÉATION

La mode et la création deviennent des éléments forts de la culture populaire. Pour favoriser le développement de l'industrie de la mode, la création du prêt-à-porter, il faut faire sortir la mode des salons dorés de la haute couture. Une semaine « la mode est à la mode » qui aurait lieu en même temps que les défilés de haute couture multiplierait les défilés de mode dans les quartiers, valoriserait la jeune création, permettrait de visiter et découvrir les écoles de couturiers, Paris et banlieues mêlées.

9

Pour partager le pouvoir, mettre en place des budgets participatifs

Nous sommes de plus en plus nombreux à vouloir nous impliquer dans les décisions qui nous concernent. A l'échelle d'une ville, d'un arrondissement, tous les habitants doivent pouvoir décider de l'avenir du territoire dans lequel ils vivent. A Paris, la création des Conseils de quartier a permis de franchir une première étape. Pour qu'ils se développent vraiment, il faut élargir leurs compétences.

Un tiers des Parisiens vit dans un logement géré par les bailleurs sociaux. Aussi leur gestion doit être profondément démocratisée avec la création au niveau de la ville et des arrondissements de « **Conseils de la Ville Sociale** », associant locataires, acteurs locaux, bailleurs, élus. Dans le même esprit doivent être créés des « **Conseils ville-école** », qui aborderont avec tous les acteurs concernés aussi bien les questions de la carte scolaire que du rapport des écoles avec la vie des quartiers, de la place de l'école dans la ville.

Il faut créer le "conseil consultatif du monde du travail" qui permettrait d'examiner les relations ville-entreprises. Comme cela a déjà été expérimenté dans le 20^e arrondissement à l'initiative d'élus communistes, il faut que les citoyens puissent être force de propositions dans les choix

budgetaires de la ville, qu'ils participent activement à sa gestion, avec la généralisation de procédures de budget participatif associant élus, citoyens et techniciens de la Ville. La prise de décision dans la transparence légitime la dépense publique et améliore la qualité du service public, dans l'intérêt de tous. Il faut **développer l'innovation démocratique pour permettre au plus grand nombre de citoyens de participer aux décisions dans tous les domaines.**

PARIS, VILLE D'ACCUEIL

Paris doit accueillir ses nouveaux habitants étrangers, en leur donnant les clefs pour faire de Paris leur chez soi. Nous proposons le développement des instances de démocratie participative ouvertes aux étrangers, l'offre de cours de langue française, information sur les services et équipements publics, le développement de la médiation culturelle dans les services publics. Les communistes font du droit de vote et d'éligibilité des Parisiens étrangers un combat constant, dans lequel la municipalité doit être présente.

10 *Couverture du péricl : viser la modernité et la qualité de la vie*

Paris a engagé depuis 2001 de grands chantiers urbains avec les projets des Batignolles et de Paris nord-est. Les prochains seront ceux des couvertures du périurbain. Au cœur de l'agglomération, à la lisière de Paris et du reste du territoire dans lequel elle est intégrée, la couronne constitue un espace de reconquête du sens de la ville pour tous, ouverte et dynamique.

Deux couvertures ont déjà été engagées à la porte des Lilas et porte de Vanves. Il faut maintenant aller plus loin et créer de nouveaux quartiers modernes et agréables à vivre entre le périurbain et les maréchaux. Aux portes de Paris, les habitants continuent de subir la pollution et le bruit. Ces quartiers ont trop longtemps été laissés pour compte. La couverture du péricl permettra de conquérir de nouveaux espaces. Il s'agit de casser l'opposition dedans/dehors, centre/périurbain pour créer de l'intensité sociale et urbaine. A cette fin, le **boulevard périurbain ramené à sa seule et unique fonction circulatoire, dénué de sa symbolique de frontière et de rupture, sera débaptisé pour s'appeler simplement le Boulevard circulaire.**

Dans les nouveaux quartiers aménagés sur la couverture du périurbain, des équipements publics, les logements, des espaces dévolus à l'emploi, des espaces verts seront créés.

Ils permettront à ces quartiers d'accéder à l'excellence. Il faudra faire preuve d'innovation technique et architecturale et miser sur l'innovation radicale des façons de construire, des matériaux et des modes d'habiter. Le plafond des hauteurs de construction doit être libéré sur ces territoires pour permettre la conception de projets contemporains, adaptés à cet environnement.

Ces projets de couverture du périphérique seront engagés aux portes d'Aubervilliers, de Montreuil, de Vincennes, d'Ivry, d'Orléans et de Champerret ; et seront initiés de nouveaux projets urbains porte de Bagnolet et porte de Charenton. Tous miseront sur l'excellence environnementale et la liberté architecturale.

Gageons que nombre d'architectes et urbanistes n'attendent que cette occasion de contribuer à l'émergence de ce Paris moderne.

Notes

Contribuez !

Vous avez en main le premier jet du projet des communistes pour Paris.

Ce texte se veut une contribution utile au débat pour l'avenir de notre ville, au débat de la gauche. Et nous avons besoin de vous ! Besoin de votre apport, de vos propositions.

Ce texte ne prétend pas à l'exhaustivité. Ce n'est pas un programme. Nous avons voulu à travers des idées-phares proposer une vision de l'avenir de Paris et de la métropole. Face à la marchandisation libérale, à la privatisation des grands centres urbains, nous affirmons la nécessité pour la gauche de se confronter aux logiques du marché.

***Un autre Paris est possible.
Un Paris solidaire, écologique, démocratique.***

Contribuez !

Nous écrire, nous rencontrer :

Pcf-Paris

Fédération

120, rue Lafayette 75 010 Paris

Tél. : 01 44 83 85 15

Mail : bienvenue@paris.pcf.fr

www.paris.pcf.fr